

a) LE SECTEUR DE LA SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2003, ce secteur a connu une activité normative intense qui s'est traduite par la publication de textes législatifs et réglementaires portant sur ce qui suit :

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE :

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Les dispositions applicables aux disparus à la suite du séisme survenu le 21 mai 2003 (JO N° 37).
- La convocation du Parlement en ses deux chambres réunies (JO N°12).
- Les mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du Mawlid Ennabaoui et de L'Aïd El Fitr. (JO N°33, 72).
- La reconnaissance du caractère d'utilité publique à l'association nationale dénommée "Scouts musulmans algériens". (JO N°35).
- La déclaration de deuil national. (JO N°35).
- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Athir" à son Excellence le docteur THOMAS KLESTIL, Président de la République fédérale d'Autriche et à son Excellence M.RUDOLF SCHUSTER, Président de la République Slovaque. (JO N°38).
- L'attribution de la médaille des amis de la Révolution algérienne. (JO N°50).
- La Création de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH). (JO N°55).
- La Convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N°70).
- L'attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Athir". (JO N°76).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Le contrôle de conformité de la loi organique relative à l'organisation judiciaire à la Constitution. (JO N°22)
- Le Renouvellement de la commission paritaire des personnels du Conseil Constitutionnel. (JO N°29)
- La Proclamation des résultats de l'élection des représentants des fonctionnaires à la commission paritaire du Conseil Constitutionnel. (JO N°29).
- La désignation des représentants de l'administration à la commission paritaire du Conseil Constitutionnel. (JO N°29).
- Le remplacement de députés à l'Assemblée populaire nationale. (JO N° 5, 29, 39, 58, 67, 69.)

AU TITRE DU CONSEIL D'ETAT :

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Les conditions et les modalités de nomination des conseillers d'Etat en mission extraordinaire auprès du Conseil d'Etat. (JO N°26)
- Les modalités de nomination et de classification des chefs de services et de départements du Conseil d'Etat. (JO N°26)

AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT :

Il convient de citer la publication du texte portant sur :

- Le réaménagement du statut de l'Imprimerie officielle. (JO N°30)

AU TITRE DE L'ACADEMIE ALGERIENNE DE LA LANGUE ARABE ET HAUT CONSEIL ISLAMIQUE :

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- La liste des postes de travail ouvrant droit à l'indemnité de nuisance au sein du Haut conseil islamique. (JO N°19)
- La liste des postes de travail ouvrant droit à l'indemnité forfaitaire de service permanent au sein du Haut conseil islamique. (JO N°19)
- La liste des postes de travail ouvrant droit à l'indemnité de nuisance au sein de l'Académie algérienne de la langue arabe. (JO N°54)
- La liste des postes de travail ouvrant droit à l'indemnité forfaitaire de service permanent au sein de l'Académie algérienne de la langue arabe. (JO N°54)

AU TITRE DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA LANGUE ARABE :

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- L'organisation et le fonctionnement du secrétariat administratif et technique du Conseil supérieur de la langue arabe. (JO N°70)
- Le régime indemnitaire applicable aux membres du Conseil supérieur de la langue arabe. (JO N°70)

AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES :

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Le renouvellement des membres des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps du personnel administratif technique de la Cour des Comptes. (JO N°70)
- Le renouvellement des membres de la commission de recours compétente à l'égard des corps du personnel administratif et technique de la Cour des comptes. (JO N°70)

AU TITRE DES SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT :

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes :

- La Création, attributions et organisation du commissariat général à la planification et à la prospective. (JO N°14)

- instituant une indemnité au profit des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions supérieures de l'Etat.(JO N°5).
- La Création de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie. (JO N°21)
- Institution d'une indemnité de qualification au profit des fonctionnaires d'intendance du secteur de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'intendance des secteurs chargés de la formation professionnelle, de la jeunesse et des sports et des affaires sociales. (JO N°81)
- Les missions et l'organisation des services du Chef du Gouvernement. (JO N°27)
- Les attributions et l'organisation de la direction de l'administration des moyens des services du Chef du Gouvernement. (JO N°27)
- Les avantages particuliers attribués à des personnels qualifiés de l'Etat exerçant dans des établissements classés situés dans certaines communes. (JO N°31)
- Autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature. (JO N°34)
- La transformation de l'école nationale des sciences géodésiques en centre national des techniques spatiales.(JO N°46)
- La prime de rendement allouée au profit des travailleurs relevant du secteur des institutions et administrations publiques. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps de la protection civile.(JO N°62).
- Les tâches d'enseignement et de formation à titre d'occupation accessoire.(JO N°35)
- Les missions et l'organisation de la direction générale de la réforme administrative. (JO N°30)
- Les attributions du directeur général de la fonction publique.(JO N°30)
- L'organisation de la direction générale de la fonction publique.(JO N°30)
- L'institution d'une indemnité de l'amélioration des performances dans le secteur de l'équipement et du logement. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des personnels de l'administration pénitentiaire relevant du ministère de la justice. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts. (JO N°62).

L'institution d'un régime indemnitaire au profit des fonctionnaires des transmissions nationales. (JO N°62).

- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des personnels relevant des corps techniques spécifiques de l'administration des transports. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des agents relevant des administrations chargées de l'industrie et des mines. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du tourisme et de l'artisanat. (JO N°62).
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des travailleurs régis par le Décret exécutif n° 91-340 du 28 septembre 1991 portant statut particulier des travailleurs de la culture. (JO N°62).
- L'institution d'une indemnité de stimulation au profit des personnels techniques de l'office national de métrologie légale. (JO N°62).
- L'institution d'une indemnité de qualification au profit des fonctionnaires d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'enseignement spécialisé relevant des secteurs chargés de la formation et de l'enseignement professionnels de la jeunesse et des sports, des affaires sociales et de la santé.(JO N°81)
- L'institution d'une indemnité de sujétion aux agents de l'administration des postes et télécommunications. (JO N°66)
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des personnels appartenant aux corps techniques spécifiques de l'institut national de la protection des végétaux.(JO N°62)
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des pêches. (JO N°62)
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des travailleurs de la filière des bibliothèques universitaires régis par les dispositions du Décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs.(JO N°62)
- L'institution d'une prime mensuelle de rendement au profit des fonctionnaires de la sûreté nationale.(JO N°62)

- L'institution d'une prime mensuelle de rendement au profit des personnels de la garde communale.(JO N°62)
- Le cadre d'organisation de la formation spécialisée relative aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique. (JO N°47)
- Les programmes de formation spécialisée pour l'accès aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique. (JO N°47)
- L'organisation et le fonctionnement de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie. (JO N°58)
- Le nombre de postes supérieurs de la filière informatique de l'office national des statistiques.(JO N°18)
- Le statut de certaines fonctions de l'agence spatiale algérienne et le mode de leur rémunération. (JO N°25)

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

L'activité normative de ce ministère s'est caractérisée par la publication des textes suivants :

- La création, la composition, le fonctionnement et les missions du Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. (JO N°33)
- Les attributions, la composition et le fonctionnement des commissions médicales de réforme et de recours de l'Armée nationale populaire. (JO N°24).
- La validation du programme de la formation post-graduée spécialisée en psychologie clinique en milieu militaire organisée à l'école nationale de santé militaire.(JO N°30)
- Le renouvellement du détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat.(JO N°82)
- Le détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat.(JO N°82)

- L'ouverture de filières de magister et d'une formation doctorale à l'école militaire polytechnique et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2002/2003. (JO N°30)
- Le découpage relatif à la cartographie de base en usage en Algérie. (JO N°30)
- La périodicité des prises de vues aériennes systématiques. (JO N°30)
- Les systèmes de référence des coordonnées géographiques, planimétriques et altimétriques relatifs au territoire national. (JO N°30)
- Le classement des pistolets de neutralisation ainsi que leurs munitions.(JO N°76)
- La composition nominative des membres de la commission nationale des points hauts. (JO N°38)
- L'ouverture de filières et options de magister à l'école militaire polytechnique et fixant le nombre de postes ouverts pour l'année universitaire 2003/2004.(JO N°54)
- Le classement des pistolets et fusils anesthésiants hypodermiques ainsi que leurs munitions.(JO N°58)
- Le renouvellement du détachement du président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset, 6ème région militaire. (JO N°30)
- La fin au détachement du président du tribunal militaire permanent de Ouargla/4ème région militaire. (JO N°35)
- Le détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Ouargla/4ème région militaire. (JO N°35)
- Le détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Blida / 1ère région militaire. (JO N°39)
- Le détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Béchar / 3ème région militaire. (JO N°39)
- Le renouvellement du détachement du président du tribunal militaire permanent d'Oran / 2ème région militaire.(JO N°58)
- La fin au détachement auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.(JO N°49)

- La répression des infractions aux dispositions de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.(JO N°43)
- Les balises de détresse émettant à 406 mégahertz.(JO N°80)

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

L'activité normative de ce ministère s'est caractérisée par la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment :

- La ratification du protocole relatif à la création du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, adopté à Durban, le 9 juillet 2002. (JO N°6)
- La ratification de la convention internationale de 1999 sur la saisie conservatoire des navires, adoptée à Genève le 12 mars 1999. (JO N°77)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relative à l'assistance administrative mutuelle entre leurs administrations douanières, signée à Alger le 28 avril 1998 et l'échange de lettres signées le 7 octobre 2000 et le 17 septembre 2001. (JO N°9)
- La ratification de la convention relative à l'extradition entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, signée à Pretoria, le 19 octobre 2001. (JO N°9)
- La ratification de l'accord-cadre de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud dans le domaine de l'agriculture, signé à Pretoria, le 19 octobre 2001. (JO N°9)
- La composition du cabinet du ministre des affaires étrangères et à l'ouverture de postes de directeurs d'études auprès du secrétaire général du ministère des affaires étrangères.(JO N°9)
- La ratification, avec réserve, de la convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York, le 3 mars 1980. (JO N°12)
- La ratification de la convention relative à la création de l'Organisation de la femme arabe, adoptée lors de la soixante-neuvième session du conseil économique et social de la Ligue des Etats arabe, tenue au Caire le 11 au 14 février 2002. (JO N°12)

- La ratification de la convention-cadre de financement relative à la mise en œuvre de la coopération financière et technique au titre du programme MEDA ainsi qu'au titre des autres financements de la BEI dans les pays tiers méditerranéens, signée à Bruxelles le 25 novembre 2002. (JO N°12)
- La ratification de l'accord sur la coopération économique et le partenariat entre la République algérienne démocratique et populaire et la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°17)
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°17)
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la coopération dans les domaines de l'art et de la culture, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°17)
- La ratification de la convention consulaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signée à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°17)
- La ratification de l'accord de pays participant entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) signé à Alger, le 9 juillet 2001. (JO N°77)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Alger, le 14 Moharram 1421 correspondant au 9 avril 2000. (JO N°10)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat de Bahreïn portant sur l'encouragement et la protection de l'investissement, signée à Alger, le 8 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 11 juin 2000. (JO N°10)
- La ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne dans le domaine de la santé, signée à Alger, le 8 mars 1999. (JO N°10)
- La ratification du protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples adopté à Ouagadougou (Burkina Faso) en juin 1998. (JO N°15)

- La ratification du protocole au traité instituant la communauté économique africaine relatif au parlement panafricain, fait à Syrte (Libye) le 2 mars 2001.(JO N°15)
- La ratification de la convention de la commission africaine de l'énergie (AFREC), adoptée à Lusaka (Zambie) le 11 juillet 2001.(JO N°15)
- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à La Havane, le 21 mars 2001 et l'échange de notes des 19 février 2002 et 8 avril 2002. (JO N°16)
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, sur la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, dans les domaines des mines, hydrocarbures et énergies signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord de coopération scientifique et technologique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria dans les domaines des sports et des loisirs, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord de coopération dans le domaine de l'éducation entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, relatif à la coopération dans le domaine de la santé animale, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. (JO N°16)
- La ratification de l'accord de transports routiers internationaux de voyageurs, de marchandises et de transit entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Alger, le 13 Chaâbane 1422 correspondant au 30 octobre 2001. (JO N°19)

- La ratification du protocole entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à la circulation des personnes, signé à Alger, le 31 juillet 2002.(JO N°77)
- La ratification de l'accord de coopération dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signé à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin 2001. (JO N°19)
- La ratification de la convention relative à la coopération juridique et judiciaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signée à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin 2001.(JO N°22)
- La ratification de l'accord sur la quarantaine végétale et la protection des végétaux entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signé à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin 2001.(JO N°22)
- La ratification de la convention de coopération dans le domaine de l'information entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signée à Khartoum, le 25 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juillet 2001.(JO N°20)
- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signé à Khartoum, le 25 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juillet 2001.(JO N°20)
- La ratification de la convention de coopération dans le domaine du transport maritime entre la République algérienne démocratique et populaire et la République du Soudan, signée à Khartoum, le 25 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juillet 2001.(JO N°20)
- La ratification de la convention dans le domaine du tourisme entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signée à Khartoum le 25 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juillet 2001.(JO N°20)
- La ratification de la convention de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan dans le domaine de la jeunesse et des sports, signée à Khartoum le 25 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juillet 2001.(JO N°20)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Alger, le 8 Chaâbane 1422 correspondant au 24 octobre 2001.(JO N°20)

- La ratification de la convention de transports routiers internationaux et de transit des voyageurs et des marchandises entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signée à Khartoum, le 26 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juillet 2001. (JO N°25)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan sur la quarantaine végétale et la protection des végétaux, signée à Khartoum, le 26 Rabie Ethani 1422 correspondant au 18 juillet 2001.(JO N°32)
- La ratification de l'accord de coopération judiciaire et juridique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen, signé à Alger, le 20 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 3 février 2002.(JO N°19)
- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen dans le domaine de la santé animale, signé à Alger le 21 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 3 février 2002.(JO N°32)
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Addis Abéba le 27 mai 2002.(JO N°19)
- La ratification de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Comité international de la Croix-Rouge signé à Alger, le 14 août 2002.(JO N°23)
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital, signé à Alger, le 23 Dhou El Kaada 1421 correspondant au 17 février 2001. (JO N°23)
- La ratification de l'accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Chine, signé à Alger, le 26 août 2002. (JO N°23)
- La ratification de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans les domaines de la pêche et de la gestion du littoral, signé à Pretoria, le 19 octobre 2001 et l'échange de lettres datées du 14 septembre 2002 et du 6 octobre 2002. (JO N°25)

- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud dans le domaine de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale, signé à Pretoria, le 19 octobre 2001 et l'échange de lettres datées du 22 mai 2002 et du 23 juin 2002.(JO N°32)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe syrienne dans le domaine de la marine marchande, signée à Damas, le 27 Moharram 1423 correspondant au 10 avril 2002. (JO N°25)
- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe syrienne dans le domaine de la jeunesse et des sports, signé à Damas, le 27 Moharram 1423 correspondant au 10 avril 2002. (JO N°70)
- La ratification de l'accord-cadre dans le domaine de la pêche et des ressources halieutiques entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signé à Alger, le 9 Rabie Ethani 1424 correspondant au 10 juin 2003.(JO N°70)
- La ratification de la convention entre la République algérienne Démocratique et populaire et l'Etat des Emirats Arabes Unis en vue d'éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital, signée à Alger, le 24 avril 2001.(JO N°26)
- La ratification du protocole de coopération commune dans le domaine du développement social entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signé à Alger, le 9 Rabie Ethani 1424 correspondant au 10 juin 2003.(JO N°70)
- La ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne, signé à Alger, le 3 juin 2002.(JO N°32)
- La ratification de la convention portant création d'une commission mixte entre la République algérienne démocratique et populaire et la République libanaise, signée à Alger, le 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002. (JO N°32)
- La ratification de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'Organisation internationale pour les migrations, signé à Alger, le 29 octobre 2002.(JO N°32)

- La ratification de l'accord sur le transport aérien entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signé à Alger, le 16 février 1998.(JO N°33)
- La ratification de la convention sur l'encouragement, la protection et la garantie de l'investissement entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, signée à Syrte, le 6 août 2001. (JO N°33)
- La ratification de la Convention de don entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Arabie saoudite relative au financement du programme saoudien de soutien au secteur de la santé en Algérie, signée le 7 Safar 1424 correspondant au 9 avril 2003 à Alger.(JO N°40)
- Les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'institut diplomatique et des relations internationales.(JO N°40)
- La ratification de la Charte africaine des Droits et du bien-être de l'enfant, adoptée à Addis Abéba en juillet 1990.(JO N°41)
- La ratification de l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 4 février 2003.(JO N°41)
- L'application de l'ordonnance n° 66-211 du 21 juillet 1966 relative à la situation des étrangers en Algérie.(JO N°43)
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine vétérinaire, signé à New-Delhi, le 25 janvier 2001. (JO N°49)
- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivienne du Venezuela, signé à Alger, le 31 janvier 2002.(JO N°49)
- La ratification de l'accord portant arrangements provisoires relatifs à la délimitation de la frontière maritime entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signé à Alger, le 11 février 2002 et de son annexe, signée à Alger, le 7 août 2002.(JO N°49)
- La ratification de la convention de coopération dans le domaine du tourisme entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signée à Tunis le 18 décembre 2002. (JO N°49)

- La ratification du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne signé à Madrid, le 8 octobre 2002. (JO N°49)
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Bahreïn en vue d'éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Alger le 11 juin 2000.(JO N°50)
- La ratification, avec réserve, de la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, adoptée à Vienne le 26 septembre 1986.(JO N°65)
- La ratification, avec réserve, de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, adoptée à Vienne le 26 septembre 1986.(JO N°65)
- La ratification, avec réserve, du protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2000. (JO N°69)
- La ratification, avec réserve, du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2000.(JO N°69)
- La ratification de la Convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït portant sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Koweït le 13 Rajab 1422 correspondant au 30 septembre 2001 et l'échange de lettres datées respectivement du 20 janvier 2002 et 25 janvier 2003. (JO N°66)
- La ratification de la Convention de coopération culturelle entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signée à Alger le 25 décembre 2002. (JO N°65)
- L'organisation d'un concours sur épreuves pour l'accès au corps des secrétaires diplomatiques.(JO N°47)
- Les modalités de recensement des biens immobiliers de l'Etat situés à l'étranger, en vue de leur prise en compte dans l'inventaire général des biens du domaine national. (JO N°59)
- L'organisation d'un examen professionnel pour l'accès aux corps des secrétaires diplomatiques et des conseillers diplomatiques.(JO N°72)

- L'organisation d'un concours sur épreuves pour l'accès au corps des attachés diplomatiques. (JO N°80)

MINISTERE DE LA JUSTICE

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- Le barème de rémunération des travaux effectués dans le cadre des activités du comité d'animation et de suivi de la réforme de la justice.(JO N°2)
- Les formes et modalités d'élaboration des procès-verbaux de constatation de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger. (JO N°17)
- Les conditions d'exercice de la transaction ainsi que l'organisation et le fonctionnement du comité national et du comité local des transactions en matière d'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger. (JO N°17)
- L'indemnité de sujétion spéciale allouée aux personnels du greffe relevant du ministère de la justice. (JO N°30)
- L'ouverture du concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2003.(JO N°1)
- L'acquisition de la nationalité algérienne. (JO N°1, 41, 69, 70, 78)
- La nomination des agents de la Banque centrale habilités à constater l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger. (JO N°7)
- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de la justice.(JO N°36)
- L'organisation et l'ouverture du quatrième concours national pour l'accès à la profession de traducteur-interprète officiel.(JO N°38)
- La désignation des membres et secrétaires des commissions électorales de wilayas pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation. (JO N°77)
- Le changement de noms. (JO N°49)

- La désignation des membres du jury du quatrième concours national pour l'accès à la profession de traducteur-interprète officiel.(JO N°48)
- La création d'une section dans le ressort du tribunal de Cherrhell. (JO N°35)
- La désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation. (JO N°77)
- Les programmes de formation spécialisée pour l'accès aux corps du personnel de l'administration pénitentiaire.(JO N°57)
- Les programmes de la formation spécialisée pour l'accès aux corps des personnels des greffes de juridictions.(JO N°57)
- La durée et les modalités d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès aux corps du personnel de l'administration pénitentiaire.(JO N°57)
- Le cadre d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès aux corps des personnels des greffes de juridictions.(JO N°57)
- Les programmes des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps des personnels de greffes des juridictions.(JO N°64)
- La création d'une section dans le ressort du tribunal d'El Aouinet.(JO N°80)

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- La création de l'unité aérienne de la sûreté nationale. (JO N°24)
- La création, l'organisation et le fonctionnement du centre opérationnel national d'aide à la décision.(JO N°61)
- Les règles de création et d'organisation des agences locales de gestion et de régulation foncières urbaines. (JO N°68)
- La liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2003.(JO N°18)

- Les caractéristiques du passeport spécial pour le pèlerinage aux lieux saints de l'Islam et les conditions de son établissement et de sa délivrance pour la campagne Hadj 1424 correspondant à 2003/2004. (JO N°47)
- La création d'une commission nationale des oeuvres sociales auprès de la direction générale de la garde communale.(JO N°60)
- Le taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impositions des wilayas.(JO N°7)
- Le taux de participation des communes au fonds de garantie des impositions des communes. (JO N°7)
- Le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes. (JO N°7)
- Le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets de wilayas.(JO N°7)
- Les programmes de la formation spécialisée pour l'accès aux corps techniques de l'administration chargée des transmissions nationales.(JO N°72)
- La déclaration de zones sinistrées.(JO N°35, 48)
- La forme et les caractéristiques techniques du bulletin de vote destiné pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N° 71)
- Les conditions et les modalités d'importation, d'acquisition, de détention, d'exploitation, de cession et de transport des équipements sensibles.(JO N°58)

AU TITRE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- La publication de la liste des membres du Conseil national économique et social.(JO N°18)
- Le renouvellement des deux commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil national économique et social.(JO N°73)

b) LE SECTEUR DES FINANCES

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique suivie dans ce domaine, et notamment :

- Les zones franches.(JO N°43)
- La concurrence.(JO N°43)
- La monnaie et crédit.(JO N°52, 64)
- L'obligation d'assurance des catastrophes naturelles et à l'indemnisation des victimes. (JO N°52)
- Les zones franches.(JO N°64)
- L'obligation d'assurance des catastrophes naturelles et à l'indemnisation des victimes. (JO N°64)
- La loi de finances pour 2003 (Rectificatif).(JO N°11)
- L'organisation du marché monétaire.(JO N°07)
- L'agrément d'une banque. (JO N°02, 39, 44, 66, 79)
- La création d'un bureau de douane à Rouïba.(JO N°07)
- L'agrément de commissionnaires en douanes.(JO N°05, 35, 75)
- Les conditions d'agrément des débitants de tabac.(JO N°05)
- L'agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture "MAATEC".(JO N°06)
- L'agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).(JO N°06)
- L'agrément de la "Société de courtage et d'intermédiation en assurance" par abréviation "SCIA" en qualité de société de courtage d'assurance. (JO N°06)
- L'agrément d'un courtier d'assurance.(JO N°06)

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-051 intitulé "Fonds d'affectation des taxes destinées aux entreprises audiovisuelles".(JO N°17)
- Le ressort territorial des services régionaux des recherches et vérifications.(JO N°19)
- La loi de finances pour 2004.(JO N°83)
- La situation mensuelle au 30 novembre 2002.(JO N°05)
- La situation mensuelle au 31 décembre 2002.(JO N°50)
- La situation mensuelle au 31 janvier 2003.(JO N°50)
- La situation mensuelle au 28 février 2003.(JO N°51)
- La situation mensuelle au 31 mars 2003.(JO N°51)
- La situation mensuelle au 30 avril 2003.(JO N°51)
- La situation mensuelle au 31 mai 2003. (JO N°59)
- La situation mensuelle au 30 juin 2003.(JO N°63)
- La situation mensuelle au 31 juillet 2003.(JO N°63)
- La situation mensuelle au 31 août 2003.(JO N°63)
- La situation mensuelle au 30 septembre 2003.(JO N°80)
- La Bourse des valeurs mobilières.(JO N° 11, 32.)
- La loi de finances complémentaire pour 2003.(JO N°37, 43)
- La répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger.(JO N°37)
- Le virement des crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes structures et ministères.(JO N°1, 2, 20, 21, 27, 29, 33, 36, 52, 56, 60, 64, 66, 69, 70, 74, 79, 84)
- Le transfert des crédits au sein des budgets de fonctionnement des différentes structures et ministères.(JO N°1, 23, 21, 27, 31, 45, 52, 59, 61, 63, 69, 70, 71, 74, 79, 81, 84)
- La répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2003.(JO N° 23, 45, 53, 55, 63, 78, 82, 84)

- La création de chapitres et transfert de crédits au sein des budgets des différentes structures et ministères.(JO N° 1, 20, 21, 27, 64, 76, 79, 84)
- La répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2003, aux différentes structures et ministères.(JO N°3, 42, 45, 48)
- Les conditions d'implantation du réseau des banques et établissements financiers.(JO N°25)
- Le renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du budget.(JO N° 23)
- L' approbation de l'accord de prêt n° 2000 12 00000 97 signé le 3 janvier 2003, à Abidjan, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque africaine de développement pour le financement du projet de mise à niveau et d'appui au secteur des télécommunications.(JO N° 27)
- L'approbation de la convention d'ouverture de crédit signée le 29 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 2 mars 2003 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et l'Agence française de développement pour participer au financement du projet de construction du transfert d'eau potable Taksebt - Alger.(JO N° 40)
- L'approbation de la convention d'ouverture de crédit signée le 29 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 2 mars 2003 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et l'Agence française de développement pour le financement du projet de restructuration de quartiers dégradés.(JO N° 40)
- L'approbation de l'accord de prêt signé le 7 Safar 1424 correspondant au 9 avril 2003 entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds saoudien de développement pour le financement du projet de réalisation et d'équipement de deux centres de formation professionnelle à Alger.(JO N° 40)
- La réglementation des marchés publics.(JO N° 55)
- L'approbation de l'accord de prêt signé le 28 Rabie Ethani 1424 correspondant au 29 juin 2003 à Djedda, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque islamique de développement pour le financement du projet de réhabilitation d'une partie des infrastructures hydrauliques et de santé, dans le cadre de la réduction de l'impact des dégâts occasionnés par les inondations du 10 novembre 2001.(JO N° 56)
- L'approbation de l'accord d'assistance technique (prêt) signé le 28 Rabie Ethani 1424 correspondant au 29 juin 2003 à Djedda, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque islamique de développement pour le financement du programme de développement de la petite et moyenne entreprise et de la petite et moyenne industrie.(JO N° 56)

- L'approbation de l'accord de prêt n° 2000 110000013 signé le 2 juin 2003 à Addis Abeba entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque africaine de développement pour le financement du projet de contournement autoroutier de Constantine - Phase II (Tronçon Aïn El Bey - CW 133).(JO N° 60)
- L'approbation de l'accord de prêt N°7168-DZ, signé le 30 juillet 2003 à Washington, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du deuxième projet d'emploi rural.(JO N° 64)
- L'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.(JO N° 4, 30)
- L'organisation, les attributions et le fonctionnement des services extérieurs du Trésor.(JO N° 4)
- La nomination et l'agrément des comptables publics.(JO N° 4)
- Les procédures, les modalités et le contenu de la comptabilité des ordonnateurs et des comptables publics.(JO N° 4)
- Les indemnités à allouer aux travailleurs du ministère chargé de l'économie.(JO N°4)
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-105 intitulé "Fonds du patrimoine public minier".(JO N° 17)
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".(JO N° 23)
- Les conditions d'acquisition et d'utilisation de véhicule personnel pour les besoins de service.(JO N° 27)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère des finances.(JO N° 30)
- L'approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n° 03-01 du 15 Moharram 1424 correspondant au 18 mars 2003 portant règlement général du dépositaire central des titres.(JO N° 73)
- L'approbation du règlement de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n° 03-02 du 15 Moharram 1424 correspondant au 18 mars 2003 relatif à la tenue de compte-conservation de titres.(JO N° 73)

- L'approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n° 03-03 du 15 Moharram 1424 correspondant au 18 mars 2003 relatif à la déclaration de franchissement de seuils de participation dans le capital des sociétés dont les actions sont admises aux négociations en bourse.(JO N° 73)
- L'approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n° 03-04 du 15 Moharram 1424 correspondant au 18 mars 2003 modifiant et complétant le règlement COSOB n° 97-01 du 18 novembre 1997 relatif à la participation des intermédiaires en opérations de bourse au capital de la société de gestion de la bourse des valeurs mobilières.(JO N° 73)
- L'approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n° 03-05 du 15 Moharram 1424 correspondant au 18 mars 2003 relatif à la participation au capital social du dépositaire central des titres.(JO N° 73)
- Les conditions et les modalités d'octroi des aides pour la réhabilitation des habitations endommagées par le séisme du 21 mai 2003.(JO N° 38)
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé "Fonds spécial de solidarité nationale".(JO N° 38)
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-115 "compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction".(JO N° 45)
- La liste des équipements spécifiques exemptés de la TVA et/ou des droits, taxes et redevances de douanes.(JO N° 45)
- Les modalités de mise en oeuvre des dispositions de l'article 37 de la loi de finances pour 2002 relatives à la restitution de la TVA en faveur des opérations de préservation et de construction de biens wakfs.(JO N° 45)
- La répartition par secteur des crédits de paiement et des autorisations de programmes prévus au titre du compte d'affectation spéciale "compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction".(JO N° 45)
- Le montant et les conditions d'attribution des indemnités compensatrices des frais engagés par les agents en mission commandée à l'intérieur du territoire national.(JO N°47)
- Les conditions et les modalités d'octroi d'aides au profit des familles des victimes et aux sinistrés du séisme du 21 mai 2003. (JO N° 52)
- Les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs.(JO N° 54)
- Les conditions et les modalités de reprise des terres agricoles du domaine national intégrées dans un secteur urbanisable.(JO N° 57)

- Les conditions et les modalités d'octroi des aides pour la reconstruction des habitations effondrées ou déclarées irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003. (JO N°57)
- L'agrément d'une banque.(JO N° 39, 44, 66)
- L'annulation de l'arrêté du 6 avril 1992 portant création d'une commission de recours auprès de la direction générale du domaine national.(JO N° 46)
- L'annulation de l'arrêté du 25 Ramadhan 1422 correspondant au 10 décembre 2001 fixant la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du domaine national.(JO N° 46)
- Le renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires dont les corps sont gérés par la direction des ressources humaines du ministère des finances.(JO N° 36)
- La désignation des membres de la commission nationale de recours.(JO N° 29)
- L'annulation de l'arrêté du 30 juillet 2002 portant création de la commission de recours auprès de la direction générale de la comptabilité.(JO N° 46)
- L'annulation de l'arrêté du 15 Joumada Ethania 1423 correspondant au 24 août 2002 fixant la composition de la commission de recours auprès de la direction générale de la comptabilité. (JO N° 46)
- La création, auprès du ministère des finances, d'une commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires dont la carrière est gérée par les services de l'administration centrale. (JO N° 55)
- La composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires dont la carrière est gérée par les services de l'administration centrale du ministère des finances. (JO N° 55)
- La création de la commission de recours de la direction générale des impôts. (JO N°65)
- La composition de la commission de recours de la direction générale des impôts.(JO N°65)
- L'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes.(JO N° 59)
- La composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des inspecteurs des finances et des inspecteurs généraux des finances.(JO N° 48)

- Le cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques de la direction générale des douanes.(JO N° 57)
- Les modalités d'application de la marge de préférence pour les produits d'origine algérienne pour l'attribution des marchés publics.(JO N° 21)
- Le report du délai d'acquittement de la vignette automobile 2003.(JO N° 38)
- La prorogation du délai d'acquittement de la vignette automobile 2003 sur le territoire de la wilaya de Boumerdès.(JO N° 42)

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

S'agissant de ce ministère, il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Les conditions des activités de distribution du gaz naturel comprimé (GNC) comme carburant automobiles et d'installation des kits de conversion sur les véhicules.(JO N°76)
- La procédure de transfert, à l'agence nationale de la géologie et du contrôle minier, des biens détenus par dotation par l'office national de la recherche géologique et minière pour la réalisation des missions de service public.(JO N°84)
- Les règles de sécurité applicables aux activités portant sur les matières et produits chimiques dangereux ainsi que les récipients de gaz sous pression.(JO N°75)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH" d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "BOTTENA" (Bloc: 129).(JO N°81)
- L'approbation de l'extension de l'oléoduc LR1/GPL par la construction du looping 16" entre Ohanet et Gassi Touil.(JO N°12)
- L'approbation de la rénovation du pipe 10" M.P Raffinerie d'Alger (M.P.RA1 - G)- Dépôt carburants de Chiffa (wilaya de Blida).(JO N°13)
- L'approbation de la construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de Hanchir Toumghani (wilaya d'Oum El Bouaghi).(JO N°13)
- L'approbation de la construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville d'El Kantara (wilaya de Biskra).(JO N°13)
- L'approbation de la construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Sabra (wilaya de Tlemcen).(JO N°13)

- L'approbation de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel des villes de Aïn Azel et Aïn Oulmène et du renforcement de la ville de Sétif (wilaya de Sétif). (JO N°13)
- L'approbation de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Azzaba Lotfi (wilaya de Mila). (JO N°15)
- Le report d'échéance de la période de validité du permis de recherche d'hydrocarbures à la société nationale "SONATRACH" sur le périmètre dénommé "Allenda" (Bloc : 214).(JO N°5)
- L'approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 30 mai 1999 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Bordj Omar Driss II" (Bloc : 222 b) conclu à Alger le 15 septembre 2002 entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et la société "Agip Algeria exploration BV" d'autre part.(JO N°4)
- L'approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 30 mai 1999 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Bordj Omar Driss II" (Bloc : 222 b) conclu à Alger le 15 septembre 2002 entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et la société "Agip Algeria exploration BV" " Tullow Algeria limited " et " Teikoku Oil (Algeria) CO, LTD " d'autre part.(JO N°4)
- Le modèle de la convention minière.(JO N°14)
- L'approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 2 juillet 2000 de service à risques pour le développement et l'exploitation des gisements de gaz naturel situés dans la région d'OHANET, conclu à Alger le 9 août 2002 entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et les sociétés "BHP BILLITON PETROLEUM (International exploration) PTY.LTD)", "Japan Ohanet oil et gas CO.LTD (JOOG)", "Petrofac ressources (OHANET), L.L.C" d'autre part.(JO N°25)
- L'approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 2 juillet 2000 de service à risques pour le développement et l'exploitation des gisements de gaz naturel situés dans la région d'OHANET, conclu à Alger le 9 août 2002 entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et les sociétés "BHP BILLITON PETROLEUM (International exploration) PTY.LTD)", "Japan Ohanet oil et gas CO.LTD (JOOG)", "Petrofac ressources (OHANET), L.L.C" et "WOODSIDE ENERGY (ALGERIA) PTY.LTD" d'autre part. (JO N°25)
- L'approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 30 mai 1999 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Zemoul-El-Kbar" (bloc : 403 D) conclu à Alger le 15 septembre 2002, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et la société "AGIP ALGERIA EXPLORATION BV", d'autre part (JO N°25)

- L'approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 30 mai 1999 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Zemoul-El-Kbar" (bloc : 403 D) conclu à Alger le 12 octobre 2002, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et la société "AGIP ALGERIA EXPLORATION BV", d'autre part.(JO N°25)
- L'approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 29 juin 1998 pour le développement et l'exploitation des gisements de gaz naturel, situés dans la région d'In Aménas, conclu à Alger le 14 octobre 2002 entre la société nationale "SONATRACH" d'une part, et la société "BP AMOCO Exploration (In Aménas) Limited", d'autre part.(JO N°25)
- L'approbation du contrat de partage de production pour l'augmentation du taux de récupération des réserves de pétrole brut en place du gisement de "Zarzaitine" conclu à Alger le 14 octobre 2002, entre la société nationale "SONATRACH" et la Compagnie "Sinopec Shengli".(JO N°25)
- L'approbation de l'avenant n°6 au contrat du 13 mars 1990 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie sur le périmètre dénommé "El Ouar" (blocs : 212, 221A, 222A et 243) conclu à Alger le 26 janvier 2003, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part, et les sociétés "Monument resources international Limited Sarl", "Asamera Algérie Limited" et "Teikoku Oil (Algeria) CO, LTD", d'autre part.(JO N°25)
- L'approbation de l'avenant n° 6 au contrat du 24 novembre 1992 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie sur les périmètres dénommés "Oulad N'sir" (bloc : 215) et "Menzel-Lejmet" (bloc : 405) conclu à Alger le 1er Avril 2003, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part , et les sociétés "Burlington resources Algeria LLC" et "Talisman (Algeria) B.V", d'autre part.(JO N°41)
- L'approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 19 décembre 1998 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie sur le périmètre dénommé " El Ouar II" (blocs : 212, 221A, 222A et 243) conclu à Alger le 26 janvier 2003, entre la Société nationale "SONATRACH" d'une part, et les sociétés "Monument resources international Limited Sarl", "Asamera Algeria Limited" et "Teikoku Oil (Algeria) CO, LTD", d'autre part.(JO N°41)
- L'approbation de l'avenant n°1 au contrat du 16 avril 2000 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures en Algérie sur le périmètre dénommé "Rhourde El Rouni" (bloc : 401 C) conclu à Alger le 10 novembre 2002, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part, et les sociétés "Amerada Hess (Rhourde El Rouni) Limited et "Petronas Carigali Overseas SDN, BHD", d'autre part. .(JO N°41)
- L'approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie sur le périmètre dénommé "Rhourde El Farès" (bloc : 406 b) conclu à Alger le 28 juin 2003, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et les sociétés "ANADARKO ALGERIA BLOCK 406 b COMPANY" et KUFPEC (ALGERIA) LIMITED", d'autre part. (JO N°56)

- L'approbation du contrat de prospection d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Hamra" (blocs : 220 a et 220 b) conclu à Alger le 7 juillet 2003, entre la société nationale "SONATRACH" et la société "NUMHYD a.r.l".(JO N°64)
- L'approbation du contrat de service à risques pour l'appréciation, le développement et l'exploitation des gisements de pétrole brut situés sur le périmètre dénommé "Touat" cuvette de Sbaa (blocs : 352 a et 353) conclu à Alger le 14 juillet 2003, entre la société nationale "SONATRACH" et la société "CHINA NATIONAL PETROLEUM CORPORATION (CNPC)".(JO N°64)
- L'approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie sur le périmètre dénommé "Rhourde Seghir" (bloc : 401 d) conclu à Alger le 10 septembre 2003, entre la société nationale "SONATRACH" d'une part et les sociétés "Repsol Exploracion Argelia, S.A", "Woodside Energy (Algeria) PTY. LTD" et "Partex Oil And Gas (Holding) corporation", d'autre part.(JO N°70)
- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "EL Hadjira" (Blocs: 416 a et 471 a).(JO N°8)
- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé " Oued EL Meraa" (Bloc : 455). (JO N°8)
- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Garet EL Bouib" (Bloc : 426 b). (JO N°8)
- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ouest Ohanet"(Blocs : 239 b et 234 c). (JO N°8)
- La dissolution de l'entreprise nationale d'engineering pétrolier "ENEP" et transfert de son patrimoine, de ses biens, droits, obligations et personnels à la société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures "SONATRACH" et à ses filiales. (JO N°13)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH", d'un permis d'exploitation du gisement d'hydrocarbures de "El Merk (EMK) - réservoirs trias argilo-gréseux inférieur (TAGI), trias argilo-gréseux supérieur (TAGS) et strunien", situé dans le périmètre de recherche "El Merk" (bloc : 208). (JO N°28)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH", d'un permis d'exploitation du gisement d'hydrocarbures de "El Merk Nord (EMN) - réservoirs trias argilo-gréseux inférieur (TAGI), trias argilo-gréseux supérieur (TAGS), RKF (Carbonifère) et strunien", situé dans le périmètre de recherche "El Merk", (bloc : 208). (JO N°28)

- L'attribution à la société nationale "SONATRACH", d'un permis d'exploitation du gisement d'hydrocarbures de "El Kheit Et Tessekha (EKT), réservoirs trias argilo-gréseux inférieur (TAGI) et RKF (Carbonifère)", situé dans le périmètre de recherche "El Merk" (Bloc: 208). (JO N°28)
- L'attribution à la société nationale SONATRACH, d'un permis d'exploitation du gisement d'hydrocarbures de "El Merk Est (EME) réservoirs trias argilo-gréseux inférieur (TAGI), RKF (Carbonifère), strunien et givetien", situé dans le périmètre de recherche "El Merk" (Bloc: 208). (JO N°28)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH" d'un permis d'exploitation du gisement d'hydrocarbures de "El Merk Est (EME) réservoirs trias argilo-gréseux inférieur (TAGI), RKF (carbonifère), strunien et givetien", situé dans le périmètre de recherche "El Merk" (bloc: 208) (rectificatif). (JO N°41)
- Les modèles des cahiers des charges des activités minières.(JO N°31)
- L'adjonction de surface au permis de recherche d'hydrocarbures attribué à la société nationale "SONATRACH" par le décret exécutif n° 02-193 du 14 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 27 mai 2002 sur le périmètre dénommé "Reggane Nord" (Blocs : 328b, 351b, 352b et 362b).(JO N°38)
- Les conditions et modalités d'exploitation de ressources en eaux non-conventionnelles par la société par actions "Kahraba Wa Ma" dans la commune d'Arzew.(JO N°40)
- L'adjonction de surface au permis de recherche d'hydrocarbures attribué à la société nationale "SONATRACH" par le décret exécutif n° 02-434 du 05 Chaoual 1423 correspondant au 09 décembre 2002 sur le périmètre dénommé "Erg Issaouane" (Blocs: 226a, 226b, 228a, 229a, 229b et 238a).(JO N°41)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH" d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ramade" (blocs:214 et 219 Nord). (JO N°55)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH" d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Sidi Mezrich (bloc:436). (JO N°55)
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH" d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Rhourde El Fares" (bloc : 406 b). (JO N°55)
- L'approbation de la construction d'ouvrages électriques. (JO N°12)
- L'approbation du projet de construction de cinq canalisations et postes de chargement en mer au niveau de Skikda, Arzew et Béjaïa.(JO N°54)
- L'approbation de la construction de l'oléoduc OG1 20" Béni-Mansour- Alger. (JO N°29)

- L'approbation de la construction d'ouvrages électriques. (JO N°29)
- L'approbation de la construction d'ouvrages électriques. (JO N°36)
- L'approbation de la construction d'une centrale électrique combinée à une usine de dessalement d'eau de mer en zone industrielle d'Arzew (wilaya d'Oran). (JO N°61)
- L'approbation de la construction d'ouvrages électriques.(JO N°47)
- Le contenu du rapport annuel de l'activité minière.(JO N°58)
- La méthode de détermination de la quantité des substances minérales extraite. (JO N°58)
- Le report d'échéance de la période de validité du permis de recherche d'hydrocarbures à la société nationale "SONATRACH" sur le périmètre dénommé "Menzel - Lejmat" (bloc : 405). (JO N°58)
- L'approbation de la construction d'ouvrages électriques.(JO N°59)
- L'approbation de la construction d'un ouvrage électrique.(JO N°58)
- L'application de l'article 155 de la loi minière fixant les modalités de paiement de tous droits, redevances ou pénalités.(JO N°58)

MINISTERE DU COMMERCE

Par ailleurs, ce ministère a connu les activités normatives suivantes :

- L'approbation de l'ordonnance n°03-03 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la concurrence. (JO N°64)
- L'approbation de l'ordonnance n°03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises. (JO N°64)
- Les règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises.(JO N°43)
- L'approbation de l'ordonnance n° 03-06 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux marques. (JO N°67)
- Les marques. (JO N°44)

- Le statut et l'organisation du centre national du registre du commerce (CNRC). (JO N°47)
- Les conditions d'inscription au registre du commerce. (JO N°75)
- La création, l'organisation et le fonctionnement du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage "CACQE".(JO N°59)
- L'organisation, les attributions et le fonctionnement des services extérieurs du ministère du commerce. (JO N°68)
- Les résultats des élections de l'Assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie du Hoggar.(JO N°30)
- La création des sous-catégories professionnelles et répartition des sièges des assemblées générales des chambres de commerce et d'industrie. (JO N°35)
- La liste des marchandises éligibles au remboursement des frais de transport liés à l'approvisionnement et à la distribution inter wilayas dans les régions du Sud du Pays.(JO N°49)
- L'organisation de la formation spécialisée pour l'accès au grade d'inspecteur principal de la qualité et de la répression des fraudes. (JO N°56)
- La dénomination, siège social et délimitation des circonscriptions territoriales des chambres de commerce et d'industrie. (JO N°77)
- Les programmes des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques de l'administration chargée du commerce. (JO N°80)

MINISTERE PARTICIPATION PROMOTION INVESTISSEMENT

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Les attributions du ministre de la participation et de la promotion de l'investissement. (JO N°7)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la participation et de la promotion de l'investissement. (JO N°7)
- Les attributions du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la participation et de la promotion de l'investissement.(JO N°55)

- L'organisation de l'administration centrale du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la participation et de la promotion de l'investissement.(JO N°55)
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-106 intitulé "Fonds de partenariat".(JO N°24)

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Il convient de citer la publication des textes portant sur :

- Les attributions du ministre de l'industrie.(JO N°22)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie.(JO N°22)
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'industrie.(JO N°25)
- La création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'industrie. (JO N°26)
- La composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'industrie.(JO N°44)
- La liste nominative des membres du Conseil national de la métrologie. (JO N°39)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'institut national algérien de la propriété industrielle.(JO N°48)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'institut algérien de normalisation.(JO N°48)
- La composition des membres du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED).(JO N°49)
- La composition du jury du prix algérien de la qualité pour l'année 2003.(JO N°79)
- L'approbation de l'ordonnance n°03-07 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux brevets d'invention.(JO N°67)
- Les brevets d'invention.(JO N°44)

- L'approbation de l'ordonnance n°03-08 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection des schémas de configuration des circuits intégrés. (JO N°67)
- La protection des schémas de configuration des circuits intégrés.(JO N°44)

MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

L'activité normative de ce ministère s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- Le statut-type des pépinières d'entreprises.(JO N°13)
- La nature juridique, les missions et l'organisation des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises.(JO N°13)
- La création des services extérieurs du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat et fixant leurs missions et organisation.(JO N°73)
- L'organisation et le fonctionnement du conseil national consultatif pour la promotion des PME.(JO N°13)
- Les attributions du ministre de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat. (JO N°14)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat.(JO N°14)
- La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil national chargé de la promotion de la sous-traitance.(JO N°29)
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat. (JO N°55)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Laghouat". (JO N°67)
- La déclaration d'identification des petites et moyennes entreprises (PME). (JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Batna".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Blida". (JO N°67)

- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Tlemcen".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Sétif". (JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Annaba".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Constantine".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur d'Oran". (JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur d'El Oued". (JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Incubateur de Tizi Ouzou". (JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Atelier-relais d'Alger".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Atelier-relais de Sétif".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Atelier-relais de Constantine".(JO N°67)
- La création de la pépinière d'entreprise dénommée "Atelier-relais d'Oran".(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Chlef.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Laghouat.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Béjaïa.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Blida.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation d'Alger.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Jijel.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Sétif.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Sidi Bel Abbès.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Constantine.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation d'Oran.(JO N°67)

- La création du centre de facilitation de Boumerdès.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation d'El Oued.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Tipaza.(JO N°67)
- La création du centre de facilitation de Ghardaïa.(JO N°67)
- Les modalités d'application des dispositions du décret exécutif n° 97-273 du 16 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 21 juillet 1997 fixant les conditions et les modalités d'attribution des prix de l'artisanat et des métiers. (JO N°18)
- La répartition des sièges des assemblées générales des chambres de l'artisanat et des métiers par subdivision géographique.(JO N°38)
- L'organisation et le fonctionnement des chambres de l'artisanat et des métiers. (JO N°76)

c) LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur s'est caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Il convient de signaler pour ce ministère la publication des textes suivants :

- Le déclassement de certains tronçons de voies de communication précédemment classés dans la catégorie "routes nationales".(JO N°37)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics. (JO N°38)
- L'homologation des produits de marquage des chaussées.(JO N°24)
- La création du bulletin officiel du ministère des travaux publics.(JO N°36)

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Il convient de signaler pour ce ministère la publication des textes suivants :

- L'approbation de l'accord de prêt signé le 6 Rajab 1424 correspondant au 3 septembre 2003 à Almaty (Khazakhstan), entre la République algérienne démocratique et populaire et la banque islamique de développement pour le financement du projet de réalisation de la station de traitement de Oued Athmania dans le cadre du projet d'alimentation en eau potable de la wilaya de Constantine et le Sud de la wilaya de Mila. (JO N°70)
- Le renouvellement du délai prévu à l'article 5 de l'arrêté interministériel du 27 Rajab 1416 correspondant au 20 décembre 1995 portant déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation du barrage de "Kramis".(JO N°5)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office des périmètres d'irrigation de la Mitidja.(JO N°14)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office des périmètres d'irrigation des plaines d'El Tarf.(JO N°14)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office des périmètres d'irrigation de l'Oued R'Hir.(JO N°14)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office des périmètres d'irrigation de l'Habra et de Sig.(JO N°14)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office des périmètres d'irrigation de la vallée de Chlef.(JO N°14)
- L'approbation du cahier des clauses générales fixant les charges et sujétions de service public de " l'Algérienne des eaux".(JO N°26)
- L'approbation du cahier des clauses générales fixant les charges et sujétions de service public de l'office national de l'assainissement.(JO N°26)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère des ressources en eau en bureaux.(JO N°66)
- La déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet de dérivation de l'Oued Djer vers le barrage El Moustakbel.(JO N°28)
- La composition du conseil d'orientation de l'agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage.(JO N°76)
- La liste nominative des membres du comité du bassin hydrographique "Algérois-Hodna-Soummam".(JO N°81)
- La liste nominative des membres du comité du bassin hydrographique "Constantinois-Sybous-Mellegue".(JO N°81)

- La liste nominative des membres du comité du bassin hydrographique "Oranie-Chott-Chergui".(JO N°81)
- La liste nominative des membres du comité du bassin hydrographique "Chellif-Zahrez".(JO N°81)
- La liste nominative des membres du comité du bassin hydrographique "Sahara".(JO N°81)

MINISTERE AGRICULTURE DEVELOPPEMENT RURAL

Il convient de citer les textes portant sur :

- Les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale.(JO N°27)
- L'organisation interne du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG).(JO N°21)
- L'organisation interne de la société des courses hippiques et du pari mutuel.(JO N°29)
- La composition du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).(JO N°30)
- La compétence territoriale des commissaires régionaux du Haut Commissariat au développement de la steppe.(JO N°35)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Miloudi, Kheloufi et Souidania dans la wilaya d'Alger.(JO N°79)
- La délimitation des périmètre des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Kerrouche dans la wilaya d'Alger.(JO N°79)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Oued Béni Messous dans la wilaya d'Alger.(JO N°79)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Meghnouche, Oued El Kerma et Baba Ali dans la wilaya d'Alger. (JO N°79)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Blida.(JO N°84)

- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tlemcen.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Jijel.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Skikda.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur d'El Eulma dans la wilaya de Annaba.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Aïn Berda dans la wilaya de Annaba.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Berrehal dans la wilaya de Annaba.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Oued El Aneb dans la wilaya de Annaba.(JO N°84)
- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Treat dans la wilaya de annaba.(JO N°84)
- La vaccination antirabique pour les animaux de l'espèce bovine.(JO N°48)
- L'organisation interne de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).(JO N°71)
- Le statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture.(JO N°73)
- La liste des points d'entrée au territoire national relatifs au contrôle phytosanitaire aux postes frontières.(JO N°6)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles d'El Adjrem dans la wilaya de Biskra.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles d'El Khadra dans la wilaya de Biskra.(JO N°53)

- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Oued Djelf dans la wilaya de M'Sila.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Bhair Echich dans la wilaya de M'Sila.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Bou H'Madou dans la wilaya de M'Sila.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles d'El Baten dans la wilaya de M'Sila.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Reghia dans la wilaya d'El Tarf.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles du Guerraât dans la wilaya d'El Tarf.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Hassi Amar dans la wilaya de Tindouf.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Djarhoune dans la wilaya de Naâma.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Hadjrat Toual dans la wilaya de Naâma.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles du Lac Fetzara 3 dans la wilaya de Annaba.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Gassi Touil et Feidjet El Baguel dans la wilaya de Ouargla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de H'Daidia dans la wilaya de Mostaganem.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Dahia dans la wilaya de Mostaganem.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Djillali Ben Larbi dans la wilaya de Mostaghanem.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Sidi Abed dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)

- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles d'El Aouine dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Oued El Begra dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Ouled Bendou dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Col Condek dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles d'El Aouis dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Kherfia dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de Sidi Djelloul dans la wilaya de Aïn Defla.(JO N°53)
- La liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et des examens professionnels.(JO N°59)
- Le classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages.(JO N°22)
- Les mesures de prévention et de lutte spécifiques aux salmonelloses aviaires à salmonella enteritidis, typhimurium, typhi, arizona, dublin, paratyphi et pullorum gallinarum.(JO N°36)
- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" (FDRMVTC).(JO N°36)

MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Il convient de citer les textes portant sur :

- Le mode de délivrance et d'établissement de la concession domaniale pour l'exploitation des lacs Oubeira et Mellah (wilaya d'El Tarf).(JO N°51)
- La liste des postes supérieurs des directions de la pêche et des ressources halieutiques de wilayas, les conditions de nomination à ces postes et leur classification.(JO N°60)

- Le placement en position d'activité dans les services et établissements publics à caractère administratif ayant des activités de médecine vétérinaire relevant du ministère de la pêche et des ressources halieutiques des médecins vétérinaires. (JO N°18)
- La composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques.(JO N°18)
- Les conditions et les modalités d'exercice de la pêche.(JO N°78)
- Les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne de pêche commerciale des grands migrateurs halieutiques dans les eaux sous juridiction nationale.(JO N°20)
- Les programmes des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques de l'administration chargée des pêches.(JO N°62)
- Les conditions d'élaboration et d'approbation du schéma national de développement des activités de la pêche et de l'aquaculture.(JO N°72)

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Les principaux textes publiés par ce ministère portent sur :

- La protection de l'environnement dans le cadre du développement durable.(JO N°43)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement en bureaux.(JO N°81)
- Le classement des Iles Habibas (wilaya d'Oran) en réserve naturelle marine.(JO N°23)
- Les modalités et les procédures d'élaboration, de publication et de révision du plan national de gestion des déchets spéciaux.(JO N°78)
- Le classement du parc national de Djebel Aïssa (wilaya de Naâma).(JO N°23)
- Les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale de l'environnement.(JO N°80)
- La création de l'inspection de l'environnement de wilaya.(JO N°80)
- Les modalités de gestion des déchets d'activités de soins.(JO N°78)

d) LE SECTEUR DES SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires importants, par les ministères suivants :

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les principaux textes publiés par ce ministère portent sur :

- L'approbation, à titre de régularisation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications cellulaires de norme GSM et de fourniture de services de télécommunications au public.(JO N°4)
- Le montant de la redevance applicable aux opérateurs titulaires d'autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de télécommunications et/ou la fourniture de services de télécommunications.(JO N°4)
- Les attributions du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication.(JO N°9)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication.(JO N°9)
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication.(JO N°9)
- Le montant maximum de l'indemnité correspondant à la perte partielle ou totale ou l'avarie d'un colis postal.(JO N°72)
- Les exceptions afférentes au libellé de la somme sur le chèque postal.(JO N°72)
- Les modalités de mise à disposition, par les opérateurs de réseaux de télécommunications, de l'annuaire téléphonique en la forme écrite ou électronique à leurs usagers.(JO N°72)
- La création de la direction de wilaya de la poste et des technologies de l'information et de la communication et fixant son organisation.(JO N°39)
- Le contenu du service universel de la poste et des télécommunications, les tarifs qui lui sont appliqués et son mode de financement.(JO N°39)

- La création de l'Agence nationale de radionavigation maritime.(JO N°46)
- La désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences.(JO N°14)
- La date d'ouverture à la concurrence de la troisième licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de téléphonie cellulaire de norme GSM et de fourniture de services de télécommunications au public.(JO N°23)
- La date d'ouverture à la concurrence de l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications à boucles locales radio et de fourniture de services téléphoniques au public.(JO N°23)
- La désignation des agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la législation relative à la poste et aux télécommunications.(JO N°59)

MINISTERE DU TOURISME

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- Les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages.(JO N°11)
- Le développement durable du tourisme.(JO N°11)
- Les zones d'expansion et sites touristiques.(JO N°11)
- Les attributions du ministre du tourisme.(JO N°13)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère du tourisme.(JO N°13)
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère du tourisme.(JO N°13)
- La création d'une annexe de l'institut national des techniques hôtelières et touristiques.(JO N°64)

MINISTERE DES TRANSPORTS

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- L'approbation de l'ordonnance n°03-10 du 14 Joumada Ethania 1424 correspondant au 13 août 2003 modifiant et complétant la loi n°98-06 du 3 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 27 juin 1998 fixant les règles générales relatives à l'aviation civile.(JO N°67)
- Les règles générales relatives à l'aviation civile.(JO N°48)
- La dénomination de l'aéroport de Laghouat.(JO N°10)
- L'annulation de l'approbation de la convention de concession d'exploitation des services de transport aérien consentie à la compagnie aérienne "Khalifa Airways" et du cahier des charges l'accompagnant.(JO N°68)
- L'annulation de l'approbation de la convention de concession d'exploitation des services de transport aérien consentie à la compagnie aérienne "Antinéa Airlines" et du cahier des charges l'accompagnant.(JO N°68)
- L'annulation de l'approbation de la convention de concession d'exploitation des services de transport aérien consentie à la compagnie aérienne "Eco-Air International" et du cahier des charges l'accompagnant.(JO N°68)
- Les conditions et les modalités de rétention des aéronefs et les modalités de leur contrôle technique par l'Etat.(JO N°22)
- L'organisation du contrôle technique des véhicules automobiles et les modalités de son exercice.(JO N°37)
- Les tarifs des prestations du contrôle technique des véhicules automobiles. (JO N°37)
- Les conditions et les modalités d'inscription des aéronefs à la matricule aéronautique, les signes apparents de leur nationalité, les catégories d'aéronefs qui sont dispensés de cette immatriculation ainsi que les conditions de radiation d'office.(JO N°46)
- La composition, les attributions et le fonctionnement du conseil national des transports terrestres, du comité technique interministériel de transport de matières dangereuses et de la commission de sanctions administratives de wilaya.(JO N°46)
- L'organisation et le fonctionnement du centre national des permis de conduire. (JO N°46)
- Les seuils limites des émissions des fumées, des gaz toxiques et des bruits par les véhicules automobiles.(JO N°68)
- La création de l'établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger. (JO N°71)

- Les modalités d'établissement et de gestion de l'état de la durée de travail et des repos compensatoires du personnel navigant professionnel.(JO N°2)
- Les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions locales d'inspection des navires.(JO N°36)
- Le délai de traitement des demandes d'octroi d'autorisation d'exercice des services d'assistance en escale, les motifs, et/ou les cas de refus d'octroi de celle-ci ainsi que les modalités de recours.(JO N°39)
- L'approbation du cahier des charges-types relatif à l'exercice des services d'assistance en escale.(JO N°66)
- La liste des aérodromes mixtes d'Etat.(JO N°21)
- La déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation de la ligne ferroviaire à voie normale Mécheria - Béchar.(JO N°28)
- Les conditions particulières relatives au transport routier de matières dangereuses.(JO N°75)
- Les conditions et les modalités d'exploitation des services aériens.(JO N°78)
- Le cahier des charges applicable à la compagnie nationale de transport aérien chargée d'assurer des sujétions de service public en contrepartie d'une compensation financière versée par l'Etat.(JO N°82)
- Les missions, l'organisation et le fonctionnement du centre national de prévention et de sécurité routières.(JO N°82)
- L'approbation du cahier des charges-types relatif à l'exercice des services d'assistance en escale.(JO N°66)

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

(Le suivi de ce ministère est dévolu provisoirement au secteur des services par manque de cadres).

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- Les conditions et modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente, de logements réalisés sur fonds publics.(JO N°4)

- Les conditions et les modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) mis en exploitation avant le 1er janvier 2004.(JO N°48)
- Le renouvellement de la composition de la commission paritaire des ingénieurs en chef et des architectes en chef.(JO N°19)
- La transformation de l'institut national d'études et de recherches du bâtiment (INERBA).(JO N°73)
- Les modèles-type de la convention et de la fiche d'identification des immeubles collectifs et des constructions individuelles endommagés par le séisme du 21 mai 2003.(JO N°42)
- Les conditions et les modalités de cession d'immeubles bâtis ou non-bâtis relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à être utilisés pour la réalisation d'opérations d'urbanisme ou de construction.(JO N°35)
- Les spécifications techniques et les règles applicables aux ciments.(JO N°40)
- La création du bulletin officiel du ministère des l'habitat et de l'urbanisme.(JO N°48)
- La création du centre national de recherche appliquée en génie parasismique (C.G.S).(JO N°84)
- Le statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques du ministère de l'équipement et du logement.(JO N°84)

e) SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

Ce secteur s'est caractérisé par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires importants, par les ministères suivants :

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- La création, l'organisation et le fonctionnement de l'observatoire national de l'éducation et de la formation.(JO N°68)

- La création, l'organisation et le fonctionnement d'un conseil national de l'éducation et de la formation.(JO N°68)
- La création, l'organisation et le fonctionnement d'un centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de Tamazight.(JO N°76)
- La création, l'organisation et le fonctionnement d'un centre national d'intégration des innovations pédagogiques et de développement des technologies de l'information et de la communication en éducation.(JO N°76)
- L'organisation de l'éducation et de la formation.(JO N°48)
- L'approbation de l'ordonnance n°03-09 du 14 Joumada Ethania 1424 correspondant au 13 août 2003 modifiant et complétant l'ordonnance n°76-35 du 16 avril 1976 portant organisation de l'éducation et de la formation.(JO N°64)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- L'organisation et la gestion de la formation et du perfectionnement à l'étranger. (JO N°56)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.(JO N°2)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en bureaux.(JO N°65)
- L'institution d'une indemnité de sujétion spéciale au profit de certains personnels relevant du ministère des universités.(JO N°21)
- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des travailleurs de la filière des bibliothèques universitaire régis par les dispositions du décret exécutif n°89-122 du 18 juillet 1989 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs.(JO N°21)
- La création d'un centre de recherche sur l'information scientifique et technique.(JO N°75)
- La création du centre de recherche en économie appliquée pour le développement (C.R.E.A.D.).(JO N°75)

- La création du centre de développement des énergies renouvelables.(JO N°75)
- La création du centre de développement des technologies avancées.(JO N°75)
- La création du centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (C.R.S.T.R.A).(JO N°75)
- La création du centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (C.R.A.P.C.).(JO N°75)
- La création d'un centre de recherche scientifique et technique en anthropologie sociale et culturelle (C.R.A.S.C.).(JO N°75)
- La création du centre de recherche scientifique et technique en soudage et contrôle (C.S.C.).(JO N°75)
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.(JO N°37)
- La création de l'université de jijel.(JO N°45)
- Les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université.(JO N°51)
- La création, l'organisation et le fonctionnement de l'office national des œuvre universitaires.(JO N°57)
- Le cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs.(JO N°53)
- Le nombre de postes supérieurs de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.(JO N°65)
- Mettant fin au détachement auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat de dix (10) enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.(JO N°70)

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- L'approbation de l'ordonnance n°03-05 du 19 Jomada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins. (JO N°67)

- Les droits d'auteur et les droits voisins.(JO N°44)
- La création du centre international de presse ainsi que les modalités de son organisation et de son fonctionnement.(JO N°5)
- La dissolution du Centre national d'études, de recherches appliquées et de travaux d'art.(JO N°29)
- Le cadre réglementaire de diffusion de livres et ouvrages en Algérie.(JO N°51)
- Les conditions et les modalités d'organisation des festivals culturels.(JO N°55)
- Les modalités d'établissement de l'inventaire général des biens culturels protégés.(JO N°57)
- La maîtrise d'œuvre relative aux biens culturels immobiliers protégés.(JO N°60)
- Les modalités d'établissement du plan de protection et de mise en valeur des sites archéologiques et de leur zone de protection (PPMVSA).(JO N°60)
- Les modalités d'établissement du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés (PPSMVSS).(JO N°60)
- Les modalités de stockage des biens culturels immatériels dans la banque nationale de données.(JO N°60)
- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-092 intitulé "Fonds national pour la promotion et le développement des arts et des lettres".(JO N°18)
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office Riadh El Feth.(JO N°18)
- La désignation des membres de la commission nationale des biens culturels.(JO N°51)
- La liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par l'école supérieure des beaux-arts d'Alger.(JO N°45)
- La désignation des membres du conseil d'administration de l'Agence "Algérie presse service" (A.P.S.).(JO N°45)
- La détermination des conditions de calcul et du niveau de la redevance au titre du droit à rémunération au bénéfice de l'artiste interprète et du producteur de phonogrammes.(JO N°81)

- Mettant des emplacements à la disposition des fumeurs dans certains lieux du secteur de la communication et de la culture où l'usage du tabac est interdit.(JO N°35)
- La délégation de pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs de la culture de wilayas.(JO N°53)
- La transformation du centre national d'études historiques en centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques.(JO N°75)

MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L' ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- Les attributions du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels.(JO N°15)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels.(JO N°15)
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels.(JO N°15)
- Les modalités d'organisation de concours, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps des professeurs d'enseignement professionnel et aux corps des professeurs spécialisés d'enseignement professionnel du premier grade (PSEP1) et du deuxième grade (PSEP2).(JO N°78)
- Les modalités d'application des dispositions de l'article 19 de la loi n° 81-07 du 27 juin 1981, modifiée et complétée, relative à l'apprentissage.(JO N°60)
- L'application des dispositions de l'article 12 de la loi n°81-07 du 27 juin 1981, modifiée et complétée, relative à l'apprentissage.(JO N°82)
- La liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels.(JO N°59)

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Dans ce cadre, il convient de citer les textes portant sur :

- La création du prix d'Algérie pour la récitation du Saint Coran et la renaissance du patrimoine islamique.(JO N°60)
- La forme et le contenu du registre foncier spécifique aux biens wakfs.(JO N°71)
- Les modalités d'application des dispositions de l'article 8 bis de la loi n° 91-10 du 27 avril 1991, modifiée et complétée, relative aux biens wakfs.(JO N°8)
- Les programmes des concours sur épreuves, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps spécifiques des travailleurs du secteur des affaires religieuses.(JO N°82)
- La création d'un institut de formation des cadres du culte à Alger.(JO N°20)
- Le remplacement de deux membres de la commission sectorielle permanente de la recherche scientifique et du développement technologique au niveau du ministère des affaires religieuses et des wakfs.(JO N°36)
- Le remplacement d'un membre de la commission nationale de pèlerinage et de la Omra.(JO N°39)
- Le remplacement d'un membre de la commission nationale du pèlerinage et de la Omra.(JO N°51)
- L'ouverture d'un concours national pour l'obtention du prix d'Algérie de récitation, de déclamation et de psalmodie du Saint Coran et les conditions de participation et du prix d'encouragement pour les jeunes récitants du Saint Coran et les conditions et modalités de sa délivrance.(JO N°68)
- La création d'une annexe du centre culturel islamique dans la wilaya de Mascara.(JO N°63)
- Le placement en position d'activité auprès des instituts islamiques de formation des cadres du culte relevant du ministère des affaires religieuses et des wakfs de certains corps spécifiques relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.(JO N°5)
- La création d'une annexe du centre culturel islamique dans chacune des wilayas de Djelfa et de Mostaganem.(JO N°20)
- L'organisation des services des directions des wilayas des affaires religieuses et des wakfs en bureaux.(JO N°36)
- La création de la commission d'évaluation de la récitation, de la psalmodie et de la déclamation du Saint Coran, sa composition et son fonctionnement.(JO N°77)

f) SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Ce secteur s'est caractérisé par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires importants, par les ministères suivants :

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- Le salaire national minimum garanti.(JO N°76)
- Les modalités du contrôle du ministre chargé de la sécurité sociale sur l'application de la législation relative aux mutuelles sociales.(JO N°4)
- Les attributions du ministre du travail et de la sécurité sociale.(JO N°22)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère du travail et de la sécurité sociale.(JO N°22)
- L'organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère du travail et de la sécurité sociale.(JO N°25)
- La liste des membres du conseil national consultatif de la mutualité sociale.(JO N°26)
- La suspension des activités des ligues islamiques et fermeture de leurs locaux.(JO N°26)
- La suspension des activités des ligues islamiques et fermeture de leurs locaux.(JO N°66)
- Les effectifs et les modalités d'attribution de l'indemnité de risque et de l'indemnité forfaitaire de tournée au profit des inspecteurs du travail.(JO N°21)
- La liste des produits pharmaceutiques remboursables par la sécurité sociale.(JO N°34)
- La création et les missions, l'organisation et le fonctionnement du comité de remboursement du médicament.(JO N°63)

MINISTERE DES MOUDJAHIDINE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- La revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants-droit de choudhada et de moudjahidine, des victimes civiles et victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants-droit.(JO N°13)
- La création du centre national d'études et de recherche sur le mouvement national et la révolution de novembre 1954.(JO N°66)
- La liste des maladies, des blessures et des handicaps ouvrant droit au bénéfice de la pension d'invalidité de moudjahid.(JO N°35)

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- La création du comité d'organisation des dixièmes jeux sportifs arabes en Algérie.(JO N°15)
- Les modalités spécifiques d'application au secteur de la jeunesse et des sports des dispositions du décret exécutif n° 01-285 du 6 Rajab 1422 correspondant au 24 septembre 2001 fixant les lieux publics où l'usage du tabac est interdit et les modalités d'application de cette interdiction.(JO N°1)
- Les modalités d'organisation et de fonctionnement des fédérations sportives.(JO N°71)
- La compétence géographique des ligues sportives régionales de hand-ball.(JO N°40)

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- Les modalités d'application des dispositions de l'article 7 de la loi n° 02-09 du 25 Safar 1423 correspondant au 8 mai 2002 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées.(JO N°4)
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-087 intitulé "Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes".(JO N°13)

- La création et les statuts du fonds de garantie des risques découlant des micro-crédits.(JO N°14)
- La création et les statuts du fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs.(JO N°17)
- Les attributions du ministre de l'emploi et de la solidarité nationale. (JO N°17)
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale.(JO N°17)
- L'organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale.(JO N°17)
- La commission médicale spécialisée de wilaya et à la commission nationale de recours.(JO N°27)
- La création, l'organisation et le fonctionnement des foyers pour personnes âgées ou handicapées.(JO N°38)
- La création, l'organisation et le fonctionnement des foyers pour enfants assistés.(JO N°75)
- Les listes des centres d'enseignement spécialisées pour enfants handicapés visuels et des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux.(JO N°75)
- La création, l'organisation et le fonctionnement des foyers pour personnes âgées ou handicapées.(JO N°75)
- La création et les statuts de l'agence de développement social (A.D.S). (JO N°41)
- Les règles d'organisation et de fonctionnement des services de l'emploi de wilaya. (JO N°47)
- La création et les statuts de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. (JO N°54)
- La liste des centres spécialisés de rééducation. (JO N°75)
- La création et les statuts du fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs. (JO N°54)
- Le soutien à l'emploi des jeunes. (JO N°55)

- La commission de wilaya d'éducation spéciale et d'orientation professionnelle. (JO N°61)
- Le soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs âgés de trente cinq (35) à cinquante (50) ans. (JO N°84)
- Le manuel opératoire de l'Agence de développement social. (JO N°28)
- La composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au sein du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale. (JO N°38)
- La nomination des membres du conseil d'orientation du centre national d'accueil pour femmes victimes de violences et en situation de détresse. (JO N°38)
- La désignation des membres du conseil d'administration du fonds de garantie des risques découlant des micro-crédits. (JO N°55)
- La nomination des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. (JO N°40)
- L'organisation interne du centre national d'accueil pour femmes victimes de violences et en situation de détresse. (JO N°38)
- Les modalités d'organisation de l'évaluation et des examens scolaires des élèves handicapés sensoriels. (JO N°40)

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur :

- La création, l'organisation et le fonctionnement de l'établissement hospitalier et universitaire d'Oran.(JO N°48)
- L'institution d'une indemnité de garde au profit des personnels des structures de santé assurant la garde.(JO N°4)
- L'institution d'une indemnité de risque de contagion au profit des personnels exerçant dans certaines structures publiques de santé.(JO N°8)
- Les modalités de rémunération des praticiens médicaux spécialistes de santé publique.(JO N°23)
- Le statut particulier des personnels paramédicaux.(JO N°27)

- La liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par les établissements de formation paramédicale en sus de leur mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents.(JO N°36)
- L'organisation administrative du centre national de toxicologie.(JO N°38)
- La création, l'organisation et le fonctionnement du comité national de protection sanitaire contre le risque toxique.(JO N°62)